L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.—NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 7 SEPTEMBRE 1844.

PAR BULLITT, MAGNE & Co.
No. 81, Rue de Chartres.

CONDITIONS DE L'ABEILLE:

ABONNEMENT

Journal quotidien, une année d'avance $12
Journal de la campagne, deux fois par semaine, une année d'avance, 5

Les frais d'abonnement est pour une année. Aucune souscription, soit au journal entier, soit aux annonces seulement, ne sera considérée comme de moindre durée, à moins qu'il n'en soit donné avis par écrit, une année avant l'expiration de l'année.

ANNONCES. Une ligne par extrait de chaque langue, pour chaque insertion, et cinquante centimes par chaque insertion subséquente. Les annonces étrangères, pour être insérées, devra être payé d'avance. Les articles de DIX lignes ou moins

ANNONCES de nature à être insérées dans les articles commerciaux, tels que Banques, Assurances, et toutes autres annonces de ce genre, pour l'année entière, [illegible]

ANNONCES qui ne doivent paraître que par intervalles, [illegible]

ANNONCES ou articles d'une nature purement personnelle, [illegible]

Les annonces qui ne spécifieront pas le nombre de fois [illegible]

Les annonces qui ne paraîtront pas la durée de [illegible]

Les annonces publiées pendant un temps indéfini [illegible]

Les annonces de cette dernière espèce ne seront publiées à moins que le prix d'insertion n'ait été payé d'avance, quoiqu'il n'ait été spécifié.

Les [illegible] et autres soit reçus ouverts pour [illegible]

[illegible] seront insérées chaque jour [illegible]

[illegible] ANNONCES de caractère politique, [illegible]

ANNONCES de caractère à [illegible]

[illegible] publiées pendant un temps [illegible]

A VENDRE.—Le steamboat ST. FOLA, fortement construit, avec ses machines, [illegible] Pour les conditions, s'adresser à [illegible]

CABOTAGE.

POUR LES ATTAKAPAS.—Le bateau à vapeur [illegible] partira pour le reste du chargement, et son départ. Pour le fret ou passage, s'adresser à bord ou à [illegible]

POUR ST. LOUIS.—Le bateau à vapeur [illegible] partira pour le reste du chargement, et son départ. Pour le fret ou passage, s'adresser à bord ou à [illegible]

POUR LA VERA-CRUZ.—Le bateau à vapeur [illegible] partira pour le reste du chargement, et son départ. Pour le fret ou passage, s'adresser à bord ou à [illegible]

POUR LA VERA-CRUZ.—Le bateau à vapeur [illegible] partira pour le reste du chargement, et son départ. Pour le fret ou passage, s'adresser à bord ou à [illegible]

POUR LA VERA-CRUZ.—Le bateau à vapeur [illegible] partira pour le reste du chargement, et son départ. Pour le fret ou passage, s'adresser à bord ou à [illegible]

Ports d'Europe.

POUR LIVERPOOL.—[illegible]

POUR ANVERS.—[illegible]

VALUE DES ETATS-UNIS.

LIGNE DE PAQUEBOTS A VAPEUR.

STEAM SHIPS

CABOTAGE.

GRAINES FRAICHES DE JARDINAGE

SALERATUS.—Un petit lot en barriques et barils de 1, 2 et 3 onces.

CHROME Vert et jaune—10 caisses, à vendre par

A LOUER—Quatre chambres dans une grande cour rue à vis le marché aux légumes de la première municipalité. Ces chambres sont grandes à pouvoir loger deux personnes; elles ont chacune une sour-

A LOUER.

A LOUER—Le maison à l'encoignure des rues Grande-Bommes et Champs-Elysées, actuellement occupée par M. [illegible]

A LOUER présentement—Le magasin à vous être vendu, actuellement occupé par [illegible]

A LOUER, Une maison en bois et à deux étages, avec magasin, [illegible]

A LOUER, UN MORCEAU DE TERRE, situé sur la rive droite du Bayou, [illegible]

A LOUER—Une maison convenable, construite en bois et à deux étages situées rue Gravier, près de l'encoignure de celle St. Jean. On parlera en [illegible]

A LOUER—Le grand magasin à trois étages No 53, rue Bienville, entre Royale et Bourbon, ainsi que l'entrepôt dans le fond. [illegible]

A LOUER, UNE MAISON ou briques à étage, située rue Dumaine, No. 111, entre Bourbon et Dauphine.

A LOUER—La maison, No. 45, rue [illegible]

MARCHANDISES D'AUBONNE ET DE VER.

ACADEMIE MODERNE.

AVIS AUX HABITANS COTONIERS.

AVIS AUX HABITANS COTONIERS.

SANGSUES.

Marchandises Sèches.
EN VENTE A DES PRIX EXCESSIVEMENT BAS.

Nouvelle-Orleans:
SAMEDI MATIN, 7 SEPTEMBRE 1844.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS:
HENRY CLAY.
POUR VICE-PRESIDENT:
THEODORE FRELINGHUYSEN

POUR ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE PRESIDENT:

1er. DISTRICT—JACQUES TOUTANT.
2d " ZENON CAVELIER.
3e " GEORGE S. GUION.
4e " LAFAYETTE SAUNDERS.
5e " JAI QUE DEPR.
6e " EDWARD SPARROW

La physionomie est divine, le miroir de l'âme. De même on peut dire que la presse est le miroir où se reflètent les secrètes pensées d'un parti. Aussi les locuteurs ont beau faire, leurs inquiétudes se trahissent malgré eux dans la tactique fort habile pourtant de leurs défenseurs.

Ces attaques violentes; ces accusations sans fondement; ces mensonges cent fois démentis, jamais prouvés et constamment reproduits; ces appels perpétuels aux passions; cette polémique sonore et creuse comme un tambour; ces déclamations vagues et indécises où se trahit à chaque mot le besoin de parler pour ne rien dire. Tout cela décèle clairement une mauvaise cause. Quand on a pour soi la justice et le bon droit on cherche à éclaircir non à embrouiller sa cause, et l'on aborde franchement les questions au lieu de se perdre dans des généralités insaisissables.

Il est bien vrai que, pour certains journaux, cette façon d'agir est une nécessité de position, tu qu'il est infiniment plus facile de déclamer en style d'écolier rhétoricien que de se familiariser avec les questions politiques; mais quand on les voit tous suivre la même voie, quand on voit cette force se mettre au niveau des faiblesses, on peut être hardiment que leur cause est insoutenable et qu'ils cherchent à tout brouiller afin, qu'on ne puisse l'expression, de pêcher en eau trouble.

Si quelqu'un pouvait douter de l'exactitude de nos assertions, il n'aurait qu'à parcourir leurs lignes un instant. Il y trouverait de violentes diatribes contre les whigs et leurs candidats, et des louanges sans mesure pour MM. Polk & Co.—mais de discussions sérieuses, mais d'expositions de principes, pas un mot. Encore une fois, cette tactique est significative.

Mais nous, qui avons une bonne cause à défendre, nous garderons bien de les imiter. Notre plus vif désir est et a toujours été, nos lecteurs ne l'ignorent pas, de voir prospérer l'instruction et de mettre les questions politiques les plus abstruses à la portée de tout le monde, afin que chacun puisse en juger par lui-même en parfaite connaissance de cause. Ceux qui n'ont rien à cacher ne craignent pas le grand jour.

Pour suppléer au silence obstiné de nos adversaires, nous passerons donc en revue, d'ici aux prochaines élections, les questions des terres publiques, du tarif, des amoncellations intérieures, des dépenses publiques de la sous trésorerie, &c. &c., en établissant le plus clairement qu'il nous sera possible, la position respective des partis sur ces questions nationales.

TERRES PUBLIQUES.

Ayant déjà traité cette question il y a quelques mois à peine, avec une certaine étendue, nous nous bornerons à rappeler succinctement les principes sur lesquels elle repose.

Sous la domination anglaise, la couronne avait la propriété de toutes les terres vacantes situées dans les diverses provinces coloniales.

Certaines de ces colonies, devenues des états par l'effet de leur affranchissement, avaient, bon gré mal gré, cédé sur leur territoire, d'autres en avaient pas, d'autres n'en avaient pas du tout.

Le premier mouvement de quelques états, en proclamant leur indépendance, fut de demander la cession des terres qui se trouvaient sur leur territoire.—Mais ils rencontrèrent bientôt à cette prétention quand on leur eut fait remarquer lu. que ces terres ayant été conquises par le sang et les sacrifices communs de tous les Etats confédérés, elles devaient naturellement être considérées comme terres publiques ou nationales; 2o. que ces terres conquises par tous pendant la guerre qui avait assuré leur indépendance, étaient à la fois un gage naturel pour garantir le paiement de la dette de la convention et un moyen graduel de libération, 3o. que cette propriété commune devait puissamment contribuer à resserrer les liens qui unissaient déjà les Etats confédérés.

Ainsi ces terres furent elles déclarées, après mûre réflexion, *terres publiques ou nationales*.

Toutes les terres inoccupées plus tard dans l'Union américaine, la Louisiane, les Florides et divers territoires indiens, ont été acquises à titre onereux et payées avec l'argent du trésor public, car c'est à dire aux dépens de tous—de là aussi que "toutes ces terres sont et doivent être en vigueur une juste propriété publique—propriété nationale."

Jusque là tout va bien; mais quand on pose la question de savoir "comment on en posera de ces terres?" les divisions commencent à se manifester.

Les whigs veulent que ces terres se vendent peu à peu, à mesure qu'il se présente des acheteurs, en tant propriété publique et que, sauf un léger prélèvement en faveur de l'Etat sur lequel elles sont situées, leur produit soit distribué équitablement entre tous les Etats de l'Union, lesquels pourront affecter ce qui leur revient à des objets d'utilité publique.

Les locofocos veulent, au contraire, que ces terres soient cédées aux Etats sur le territoire desquels elles sont situées. C'est à dire qu'ils veulent diviser une propriété publique et commune, de manière à ce que les uns aient tout et que les autres n'aient rien! une pareille cession, nous le demandons à tout homme de bonne foi, n'est-elle pas une honteuse spoliation, un sauvage abus de la force!

Une telle doctrine on le voit est si peu soutenable, qu'il suffit de l'exposer pour la faire condamner universellement.

CONVENTION WHIG A ALBANY.

Les comtés riverains de l'Hudson ont tenu le 27 du mois dernier une immense convention à Albany; cette réunion était signe de la cause whig, digne sœur de l'Etat Empire; elle a dépassé toutes celles qu'l'avaient precedée. On n'estime pas à moins de cinquante mille le nombre des assistans. Chaque comté a rivé de l'Hudson y était représenté par une nombreuse délegation; celle de la ville de New York seule s'élevait à trois mille membres, et celle du comté de Rennsellaer à six mille; les whigs d'Albany se distinguèrent aussi par leur nombre. Le procession était composée d'au moins vingt mille personnes; et sur le lieu de réunion ce nombre était plus que doublé. On remarquait plus de trois mille Dames dans cette immense multitude.

L'assemblée était présidée par M. Samuel Stevens. Parmi les orateurs, on remarque en première ligne D. Webster qui a parlé pendant près de deux heures avec son éloquence et sa lucidité ordinaire. Son discours a été l'exposé historique du système de protection parmi nous, et jamais peut-être le grand orateur n'a montré une portée plus grande comme homme d'Etat. M. Berrien et Granger ont aussi pris la parole pour recueillir de vifs applaudissemens. Mais la foule était si grande que d'autres orateurs parlaient en même tems sur d'autres points de la Convention, et y provoquaient également l'enthousiasme de leurs auditeurs.

Après avoir adopté des résolutions en faveur du Tarif et des autres mesures whig, l'Assemblée s'est ajournée à six heures de l'après midi, en se donnant rendez-vous pour huit heures devant la façade de City Hall.

Le *Madisonian* s'occupe en ce moment à republier une série d'articles qui ont déjà paru dans ses colonnes et dans lesquels M. Clay est attaqué de la façon la plus virulente. Ce journal ne serait pas fâché de faire croire que ces articles sont l'œuvre de M. Webster, et certaines feuilles locofocos se sont empressées d'admettre comme une incontestable vérité l'insinuation fort suspecte de l'organe Tylériste. Le *Courrier* de Boston qui est placé de manière à être fort bien informé sur ce sujet, contredit ce bruit et déclare qu'il a les meilleures preuves que ces articles n'ont pas été écrits par l'ex secrétaire d'Etat."

KENTUCKY.—Voici les chiffres officiels (sauf le comté de Crittenden) de la dernière élection dans cet Etat:

Gouverneur.		
Owsley, candidat whig,		59 346
Cutler, " locofoco,		54,752
Majorité d'Owsley,		4,594
Lieutenant gouverneur.		
Dixon, candidat whig,		58,624
Pitchet, " locofoco,		48,351
Majorité de Dixon,		10,273

L'Ohio a considérablement augmenté; à Pittsburg le crue a dépassé onze 18 pouces en quelques heures. En conséquence on est forcé plus bas on s'attendait à le voir monter plus haut.

SANGSUES.

Le soussigné prévient ses amis et les Médecins, les plus [illegible] qu'il vient de recevoir, qui sont toutes vivantes, et [illegible] SANGSUES, les plus grosses, [illegible] CINQ DIX & QUINZE, [illegible] Ayant fait un contrat [illegible] pour cent ou plus [illegible] Ayant fait un contrat [illegible] pour cent ou plus [illegible] Ayant fait un contrat [illegible] pour cent ou plus